



# Déclarations et Discours

---

N° 80/18

## DÉSARMEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Allocution de l'honorable Mark MacGuigan, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant l'Association internationale des parlementaires pour un ordre mondial, New York, le 23 septembre 1980

Ceux d'entre vous qui suivent de près les affaires onusiennes savent que l'on recherche de plus en plus activement, depuis près de dix ans, des mécanismes devant permettre de combler le fossé économique entre pays développés et en développement. Ce processus — que l'on appelle le dialogue Nord-Sud — entraînera inévitablement l'affectation d'une partie importante des ressources mondiales aux nations ayant le plus besoin de développement économique. On reconnaît maintenant généralement l'importance primordiale de la tâche. En fait, d'aucuns soutiennent qu'elle est non seulement souhaitable, mais aussi essentielle si l'on veut éviter que l'ordre économique international ne soit marqué par la stagnation et le chaos.

Les efforts visant un ordre économique plus juste doivent englober un certain nombre d'initiatives, dont bon nombre sont discutées intensivement depuis quelque temps. Ces initiatives ont d'ailleurs été étudiées de façon généralement fort compétente et approfondie dans le rapport de la Commission Brandt. Aujourd'hui, j'aimerais vous entretenir de l'une de ces initiatives, qui s'enracine dans la relation qui existe entre le développement et le désarmement.

Développement et désarmement ont été liés, notamment par les pays en développement, et pour des raisons évidentes sur lesquelles le rapport Brandt s'est arrêté. Selon ce rapport:

"Les armements des superpuissances et leurs alliances permettent un équilibre précaire qui, étant donné les actuelles conditions politiques, contribue à préserver la paix mondiale. Par ailleurs, ils représentent un danger permanent de destruction nucléaire et un énorme gaspillage de ressources qui devraient être utilisées à des fins de développement pacifique. La constitution de stocks d'armes dans de nombreuses régions du tiers monde accroît la déstabilisation et nuit au développement. Une nouvelle approche des politiques de défense et de sécurité est indispensable. L'opinion publique doit être mieux informée des contraintes et du gaspillage qu'entraîne la course aux armements, des dommages qu'elle impose à nos économies ainsi que de la plus grande importance d'autres initiatives qui ne peuvent ainsi être lancées faute de ressources. Loin d'accroître la sécurité de l'humanité, la multiplication des armements ne fait que l'appauvrir."

Reprenons l'argument sous une autre optique: si même une petite fraction des plus de \$500 milliards affectés annuellement à des dépenses militaires devait être ajoutée aux 20 milliards maintenant consacrés à l'aide, on augmenterait grandement les possibilités d'une résolution beaucoup plus rapide des problèmes de développement.

---

**Vers une véritable sécurité**

Toutefois, si nous nous limitons à la seule interaction entre développement et désarmement, nous faisons abstraction d'un certain nombre de facteurs importants et même prédominants. Par exemple, notre analyse sera incomplète — et peut-être futile — si nous examinons le désarmement sans tenir compte du concept de sécurité, dont il est une composante. En effet, pour les deux alliances militaires du monde développé, la sécurité repose principalement sur un système de dissuasion, dont la stabilité de l'équilibre des forces est la caractéristique essentielle. Ainsi, la dissuasion mutuelle est, depuis les 35 dernières années, le principal élément qui a empêché une guerre dans laquelle seraient utilisées les armes les plus puissantes jamais conçues. Cette forme de sécurité n'est manifestement pas l'idéal, puisqu'elle comporte un danger d'anéantissement réciproque. Une véritable sécurité ne sera possible que si elle s'accompagne d'un désarmement internationalement accepté et vérifiable.

Pour le moment toutefois, notre monde est si éloigné de cet objectif qu'il nous faut retenir comme notre objectif immédiat de désarmement le maintien de la sécurité à des niveaux d'armements moins sophistiqués, à la fois en termes de capacité de destruction et de coût. Nous croyons que cet objectif de désarmement tient compte à la fois de l'aspect économique de la course aux armements et du concept essentiel de sécurité. Il s'agit également d'un objectif sur lequel pays développés et en développement devraient pouvoir s'entendre. Il est compréhensible que les pays en développement préfèrent concentrer leur attention sur les dépenses d'armement des pays développés et mettre en relief la motivation économique du désarmement. Mais je crois que l'objectif de désarmement que nous avons choisi permet de discuter de développement et de désarmement dans un contexte plus réaliste.

**Appui du Canada à l'étude de l'ONU**

Le Canada voit des avantages à souligner les coûts économiques de la poursuite de la course aux armements et, en contrepartie, les avantages d'un certain degré de désarmement; c'est pourquoi il a appuyé concrètement une étude approfondie du sujet par les Nations Unies. Nous croyons qu'il est utile de concentrer l'attention sur la quantité de ressources consacrées à des fins militaires, et d'étudier par exemple des questions comme l'effet qu'auraient vraisemblablement sur les économies des pays développés des réductions substantielles des dépenses militaires. Étant donné que les pays du tiers monde adhèrent à la thèse de l'interrelation entre désarmement et développement, je crois que nous devrions également examiner le niveau de leurs budgets militaires.

Les dépenses militaires mondiales sont maintenant évaluées à \$500 milliards par année. Cela équivaut à plus d'un milliard de dollars par jour ou, si vous voulez, à presque un million de dollars par minute. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les coûts directs de la course aux armements ont dépassé six billions de dollars, soit presque autant que le produit national brut mondial pour 1975. Six pays — Union soviétique, États-Unis, Chine, France, Royaume-Uni et République fédérale d'Allemagne — comptent pour près de 72 pour cent des dépenses militaires mondiales, pour près de 96 pour cent de toutes les activités de recherche-développement à des fins militaires, pour 90 pour cent de toutes les exportations d'équipement militaire et pour 95 pour cent des exportations d'armes sophistiquées vers les pays en développement.

Les pays en développement, qui renferment près de 50 pour cent de la population mondiale, ne comptent que pour environ 14 pour cent des dépenses militaires mondiales, la Chine absorbant plus des deux tiers de ce montant. Mais même s'ils semblent petits dans le contexte global, les budgets d'armement des pays en développement apparaissent beaucoup plus importants si on les compare aux ressources limitées dont disposent ces pays et à leurs besoins urgents dans les domaines social et économique. Malheureusement, le taux de croissance de ces dépenses dépasse les moyennes mondiales, et leur part est passée de 6 pour cent il y a dix ans à 14 pour cent aujourd'hui.

Diminution des dépenses militaires de certains pays

Mais il serait trompeur de supposer que tous les pays en développement ont accru leurs dépenses militaires au même rythme. En Amérique du Sud par exemple, ce taux d'accroissement a été moins élevé entre 1973 et 1977 qu'entre 1969 et 1973. En outre, une partie importante de l'augmentation globale observée chez les pays moins développés est attribuable aux pays du Moyen-Orient, dont la croissance annuelle moyenne des dépenses militaires a été de 13,5 pour cent pour chacune des dix dernières années par rapport à une moyenne de moins de 3 pour cent pour l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). L'accroissement de ces dépenses au Moyen-Orient est en bonne partie attribuable aux tensions dans cette région, mais il est généralement vrai qu'un accroissement du revenu des pays en développement s'accompagne d'une hausse des dépenses militaires. Par exemple, les dépenses militaires des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) s'accroissent en moyenne de 15 pour cent par année depuis les dix dernières années. Au sein du groupe des pays en développement non pétroliers, elles se sont accrues de 7,5 pour cent chez les plus fortunés, et de 3,5 pour cent seulement dans les pays à revenu moindre.

Mais le fardeau des dépenses militaires ressort le mieux en tant que pourcentage du produit national brut. A cet égard, le Moyen-Orient dépasse de loin les autres régions du monde. Les budgets de défense des 11 pays de la région absorbent 17 pour cent de leur PNB; le fardeau de l'Égypte, par exemple dépassait les 25 pour cent de son PNB au milieu des années 70; les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et la plupart des pays d'Extrême-Orient y consacrent en moyenne 4 pour cent de leur PNB, alors que ce chiffre est de 2,5 pour cent pour 32 pays africains.

Armements classiques

Lorsque nous parlons de dépenses militaires, il ne faut pas oublier que 80 pour cent de toutes ces dépenses portent sur des armements classiques. Nous ne pouvons minimiser la menace nucléaire, mais nous devons nous rappeler que ce sont des armes classiques qui ont servi à tuer 25 millions de personnes dans les 133 guerres menées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour cette raison, le Canada est d'avis que les efforts de désarmement ne doivent pas viser uniquement la menace nucléaire.

La question de la réduction des ventes d'armes classiques est un aspect important du désarmement; en effet, les pays en développement paient les deux tiers des \$20 milliards consacrés chaque année aux armements. A cet égard, le Canada a appuyé l'enregistrement par les Nations Unies des transferts d'armements. Ceci non pour enlever aux pays en développement le droit d'assurer leur sécurité, comme certains l'ont prétendu, mais plutôt parce que nous croyons qu'il s'agirait là d'une mesure de

confiance utile, notamment auprès des importateurs d'armes d'une même région, et également parce qu'on pourrait ainsi parvenir éventuellement à réduire ce fardeau pour les pays en développement et libérer davantage de ressources pour le développement. Cette proposition n'a malheureusement pas connu de succès, étant donné surtout la résistance de la plupart des pays en développement importateurs d'armes, des pays du bloc de l'Est, et même de certains pays occidentaux exportateurs d'armes.

Même si les pays développés ne consacrent qu'environ 4 pour cent de leur PNB aux dépenses militaires, un nombre important de sociétés de ces pays assurent leur survie grâce à leurs ventes de matériel militaire. Au cours des ans, on a soutenu que les dépenses militaires sont bonnes pour les économies des pays développés, et tout particulièrement dans le domaine de la technologie de pointe. En fait, ces dernières années, les percées technologiques ont été bien plus souvent le fruit d'activités de recherche et de développement non militaires que ce n'était le cas auparavant. Pendant les années 60 également, un certain nombre d'études ont conclu que certaines industries souffriraient d'une réduction sensible des dépenses militaires, mais que ces difficultés ne seraient pas insurmontables.

A la lumière de ces facteurs, l'ONU a demandé en 1978 à un groupe d'experts d'entreprendre une étude des relations qui existent entre désarmement et développement ou, de façon plus explicite, de préciser comment le désarmement peut contribuer à l'établissement du nouvel ordre économique international. L'étude s'efforcera entre autres de trouver des mesures susceptibles d'atténuer les difficultés qui pourront survenir pendant la transition à une production industrielle non plus axée sur la défense. Elle s'intéressera par exemple à la planification préalable des changements, à la diminution graduelle de la production militaire, au recyclage et à la réinsertion des travailleurs, à l'identification de nouveaux marchés ainsi qu'à des instruments politiques comme les dégrèvements fiscaux, les subventions et les indemnités. Si l'étude devait rassurer ceux dont l'emploi repose maintenant sur la production militaire, ses résultats pourraient aider à amoindrir leur forte résistance au désarmement.

#### **Contribution du Canada à l'étude de l'ONU**

Le Canada contribue de diverses façons à cette étude d'envergure. Le ministère des Affaires extérieures a financé deux études concernant l'incidence des dépenses militaires canadiennes et américaines et l'incidence du désarmement sur l'économie canadienne. Lorsque l'étude des Nations Unies sera publiée en septembre 1981, le gouvernement du Canada en diffusera une version accessible au grand public et ce, pour mieux le sensibiliser à cette question et calmer les inquiétudes concernant les effets du désarmement.

L'engagement du Canada envers la promotion du désarmement est illustré par un certain nombre d'autres mesures, notamment la récente nomination de M. Arthur Menzies, autrefois ambassadeur du Canada en République populaire de Chine, au poste d'ambassadeur itinérant pour le désarmement. Nous sommes également heureux qu'un diplomate canadien distingué, M. Robert Ford, ait été invité à se joindre à la Commission Palme sur le désarmement et la sécurité. Ce groupe indépendant de personnes éminentes fera étude et rapport sur le problème du désarmement.

**Le problème  
des réfugiés**

Avant de terminer, j'aimerais aborder un autre aspect du conflit militaire qui touche directement nombre de pays en développement. Il s'agit du tragique phénomène des millions de réfugiés qui ont envahi les pays en développement ces dernières années à la suite de conflits armés. Les nations qui ont dû supporter le fardeau de ces mouvements massifs de populations ont presque toujours été des pays en développement, c'est-à-dire des pays dont les économies précaires sont tout au mieux marginales et qui peuvent difficilement se permettre de supporter un accroissement de population. Selon les données actuelles, il y aurait quelque 10 millions de réfugiés dans le monde. Et ce nombre s'accroît au rythme de 3 000 personnes par jour depuis les trois dernières années.

Ce phénomène est des plus critiques dans la corne de l'Afrique, au Pakistan et en Asie du Sud-Est. Par exemple, il y a actuellement en Somalie quelque 800 000 réfugiés vivant dans des camps, et à peu près le même nombre vivant à l'extérieur des camps. Et on nous dit que la situation se détériore constamment. Bien qu'il ait reçu une aide alimentaire internationale d'urgence, le gouvernement somalien a dû prélever d'importantes ressources sur ses propres stocks alimentaires pour couvrir le déficit. Pour la Somalie, l'un des 25 pays les plus pauvres au monde, cela a supposé une dépense de plus de \$40 millions en aide alimentaire — soit un détournement de maigres ressources en capital et en main-d'oeuvre qui, dans d'autres circonstances, auraient pu être affectées au développement.

En terminant, j'aimerais dire un mot du rôle que nous pouvons jouer, en tant que parlementaires, pour faire reconnaître l'urgence de ces réalités dans notre monde contemporain. Les problèmes de désarmement nous sont connus depuis plusieurs décennies mais la forme du nouvel ordre économique a émergé plus récemment. Toutefois, la prise de conscience de nos difficultés ne nous a pas nécessairement rapprochés de leur solution. Et cet échec risque d'en porter plusieurs au découragement, au désespoir et au cynisme. En dernière analyse, c'est peut-être là le principal obstacle à une action efficace.

A titre de législateurs, nous pouvons jouer un rôle de catalyseurs en persistant dans notre recherche d'un monde plus juste et plus sûr. Et comme politiciens, nous pouvons fournir le leadership devenu si nécessaire pour sensibiliser nos populations à la nécessité de persévérer pour changer les vieux schémas et faire naître de nouvelles perceptions de l'humanité dans un monde interdépendant. Nous devons rejeter l'idée qu'il est naïf de rechercher le désarmement dans un monde dont l'existence est menacée par les arsenaux des deux superpuissances. De même, nous devons aider nos populations à comprendre qu'il est impératif de chercher à rétrécir le fossé qui sépare les très riches et les très pauvres.

Il y a quelques semaines, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les questions Nord-Sud, je m'engageais à mener une campagne pour sensibiliser la population canadienne à la nécessité d'adopter de nouvelles approches de l'aide et du développement. Je l'ai fait parce que je crois que des initiatives de ce genre peuvent faire beaucoup pour amener le système parlementaire à s'occuper des nombreuses difficultés qui résultent des changements à de nombreux aspects de l'activité internationale. J'aimerais que d'autres puissent s'engager de même envers leurs

**Désarmement  
pour le  
développement**

propres pays et j'espère que de cette façon, les obstacles à une négociation fructueuse pourront être surmontés non seulement par la compréhension et l'humanisme des dirigeants, mais aussi par l'appui moral des citoyens du monde entier.

Enfin, nous devons regarder objectivement la relation entre désarmement et développement. Certes, le désarmement libérerait des ressources susceptibles d'être consacrées au développement, mais seul, il ne pourrait garantir leur utilisation à cette fin. Permettez-moi donc de vous suggérer un processus de désarmement pour le développement que votre Association pourrait prendre à son compte. Vous pourriez notamment élaborer une formule de réaffectation des ressources actuellement consacrées aux armements, ce qui permettrait d'en canaliser un pourcentage spécifique à l'aide publique au développement. Une telle proposition pourrait trouver des appuis dans un contexte de désarmement mondial.

En faisant une suggestion semblable il y a trois ans, Olaf Palme affirmait: "Si deux tendances qui menacent la paix peuvent être transformées en un processus susceptible d'améliorer les perspectives de paix, pourquoi ne devrions-nous pas faire de notre mieux pour opérer cette transformation?"

L'Association internationale des parlementaires pour un ordre mondial pourrait être l'agent de changement dans ce processus. Je vous laisse sur ces paroles, en vous souhaitant des délibérations fructueuses.